

Pourquoi EDF veut lever le pied sur le solaire et l'éolien

Elsa Bombaron

Dans un marché contraint, le groupe doit faire face à des investissements colossaux dans le nucléaire.

Bernard Fontana, le PDG d'EDF, est un homme de l'industrie. De l'industrie nucléaire qui plus est. Il ne cesse de le prouver à chacune de ses interventions. Cela a encore été le cas en début de semaine, lors d'une visioconférence avec les 1000 cadres les plus haut gradés de l'entreprise, comme *Les Echos* l'ont relaté.

Le patron a fait passer un message : il va falloir se serrer la ceinture et remonter les marges, alors que l'entreprise doit ouvrir grand les vannes de l'investissement pour réaliser les travaux nécessaires au prolongement de la vie de ses centrales nucléaires et investir dans la construction de nouveaux réacteurs.

Le programme du nouveau nucléaire français, avec ses six EPR2, a déjà coûté 3 milliards d'euros, essentiellement en ingénierie, design de plans, conception... Les estimations connues du coût total varient entre 67 et 100 milliards d'euros, pour des investissements à réaliser sur un quart de siècle au bas mot. À cela s'ajoutent la maintenance et l'allongement de dix ans de la vie de cer-

tains réacteurs, ce qui fait grimper la note d'au moins 50 milliards de plus. En outre, EDF peut désormais réaliser d'importants travaux pour améliorer la performance de ses barrages hydroélectriques (Bruxelles l'ayant autorisé). Luc Rémont, le prédécesseur de Bernard Fontana, l'avait annoncé dans nos colonnes dès 2024 : le groupe doit donc investir 25 milliards d'euros par an.

Mais tout cela se fait dans un marché contraint, où les prix de gros de l'électricité sont loin des 70 euros du mégawattheure (MWh) ciblés fin 2023 pour le parc nucléaire. À 60 euros du MWh en moyenne, EDF enregistrerait un manque à gagner de près de 4,5 milliards d'euros par an. En outre, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a fixé fin septembre le «coût de l'électricité nucléaire» à 60,30 euros du MWh pour les trois ans à venir. EDF attendait 3 à 4 euros de plus au MWh. Ce coût n'est pas un prix, mais il va servir de référence aux plus grands clients d'EDF pour leurs négociations sur les tarifs d'achat d'électricité.

Par ailleurs, la demande d'électricité n'augmente pas (encore) en France.

Les relais de croissance patinent. Le véhicule électrique peine à démarrer, l'électrification de l'industrie s'enlise, embourbée par le flou politique et la baisse des prix du gaz qui n'incitent pas à s'en passer. La réindustrialisation du pays n'est pas non plus à la hauteur des attentes.

Or, les capacités de production d'électricité en France augmentent, portées par le développement des énergies renouvelables : éoliennes et solaires. Le fruit de l'ouverture à la concurrence de ce marché, avec une conséquence dramatique pour EDF (même si elle est bonne pour les consommateurs) : les prix de l'électri-

« Il est quand même étonnant qu'en trois ans nous soyons passés d'une crainte de pénurie d'électricité à un discours global qui dénonce des surcapacités »

Un fin connaisseur du dossier

cité dégringolent, jusqu'à être négatifs certains jours particulièrement ensoleillés. Le groupe se voit privé d'une partie de ses revenus et doit en plus faire varier la production de son parc nucléaire (la fameuse modulation) pour s'adapter à cette arrivée massive de moyens de production intermittents. Dans une industrie de coûts fixes où plus un outil est utilisé plus il est rentable, ce sous-emploi est une catastrophe. On comprendra aisément que, dans un tel contexte, les renouvelables n'ont pas bonne presse chez EDF.

« Il est quand même étonnant qu'en trois ans nous soyons passés d'une crainte de pénurie d'électricité à un discours global qui dénonce des surcapacités », s'empare néanmoins un fin connaisseur du dossier. Il estime au contraire que la demande devrait décoller sous l'impulsion des besoins des centres de données, notamment pour l'intelligence artificielle. « La France a des atouts pour attirer ces investissements stratégiques : de l'électricité bas carbone, abondante et bon marché », ajoute un autre, craignant un retour de bâton en cas de nouvelle évolution stratégique.

Dans ce contexte si mouvant, en plus d'avoir annoncé un plan visant à réallouer 1 milliard d'euros d'économie par an d'ici à 2030, Bernard Fontana a aussi multiplié les allusions à de possibles cessions d'actifs. EDF Power Solutions (ex-EDF Renouvelables) serait prié de s'autofinancer dès 2027-2028, selon le média Greenunivers. Un premier pas avant un désengagement plus large ?

À l'étranger, « nous sommes prêts à étudier des ouvertures de capital sur des territoires ou dans des activités ciblées afin de nous donner des marges de manœuvre financières », a ajouté Bernard Fontana devant ses hauts cadres. Cession de la filiale italienne Edison ? Désengagement au minimum partiel des activités renouvelables aux États-Unis, où la filière subit l'hostilité de Donald Trump ? Vente de Dalkia, une entité spécialisée dans les solutions énergétiques pour entreprises et les réseaux de chaleur urbains ? Cette dernière hypothèse se heurte à un calendrier : Dalkia est en concurrence avec Engie pour la reprise du réseau de chauffage urbain de Paris, le plus grand d'Europe après Moscou. ■